



20h de France 2

Interview d'Emmanuel Macron

16 novembre 2016

David Pujadas : Est-ce que votre candidature est irrévocable ?

Emmanuel Macron : Bonsoir à vous. Vous savez quand on prend ce type de décisions, avec ce qu'elles comportent de gravité pour le pays compte tenu du moment que nous vivons et sur le plan personnel, c'est une décision qui est mûrement réfléchie. Et donc ça n'est en aucun cas une décision provisoire. Oui, c'est une décision irrévocable.

DP : Si courant décembre, François Hollande est candidat, est-ce que vous irez quand même ou est-ce que vous vous rallierez ?

EM : La candidature qui est la mienne aujourd'hui n'est en aucun cas une candidature de ralliement, à qui que ce soit. Si j'avais voulu me rallier, je n'aurais pas depuis plusieurs mois fait les choix qui ont été les miens, qui ont été les nôtres. Et donc si je croyais dans le fonctionnement du système politique actuel de notre pays, en sa capacité au fond à répondre à nos défis, je n'aurais pas lancé En Marche le 6 avril dernier, je ne me serais pas battu pour ces idées, je n'aurais pas quitté le gouvernement et je ne serais pas là ce soir devant vous. Ce qui veut dire que oui, je crois à une recomposition de la vie politique française, oui je crois que rassembler les progressistes, les Françaises et les Français de bonne volonté, toutes celles et ceux qui nous écoutent ce soir et qui ne se retrouvent plus dans le système actuel, les rassembler autour d'un projet commun, de quelques priorités, de leur dire il y a des différences entre nous, elles sont là, c'est le fruit de notre histoire, de nos familles, etc., de nos convictions, de nos indignations, c'est une chose mais, est-ce qu'on partage la même vision des choses ? Est-ce qu'on partage le même projet pour notre pays ? Est-ce qu'on n'est pas indignés aujourd'hui du niveau de chômage que nous avons, des divisions internes, des risques que nous sommes en train de traverser ? Alors

face à tout cela, oui, je crois en une candidature de rassemblement, c'est celle que je porte.

DP : Même si François Hollande est candidat lui aussi ?

EM : ... de toute évidence.

DP : Vous lui avez parlé ces derniers jours ? Vous lui avez annoncé votre décision ?

EM : Je fais partie des responsables politiques (vous me direz ils sont peut-être de plus en plus rares) qui considèrent que les discussions qui relèvent de l'intime doivent rester dans la sphère de l'intime et du personnel.

DP : Vous vous souvenez de, non pas peut-être de la dernière fois mais de l'une des dernières fois, où il avait parlé de vous François Hollande : écoutez, c'était sur France 2 au printemps dernier, vous étiez encore au gouvernement, vous veniez de créer votre mouvement :

Reportage

FH : *Emmanuel Macron il a été mon conseiller, il est sous mon autorité.*

DP : *Vous en êtes sûr ?*

FH : *Mais j'en suis sûr parce que c'est entre nous non pas simplement une question de hiérarchie (il sait ce qu'il me doit), c'est une question de loyauté personnelle et politique.*

DP : Vous entendez, Emmanuel Macron, ce qui se dit sur la trahison. Là on ne parle pas de politique, on parle du lien entre deux hommes. Ca ne vous a pas freiné ?

EM : J'ai entendu tous ces airs. J'ai une relation personnelle avec François Hollande, et il se trouve que c'est un homme que j'estime, que je respecte et au-delà de l'homme je respecte éminemment la fonction qui est la sienne. Et c'est pourquoi, depuis que j'ai quitté le gouvernement, vous ne m'avez jamais entendu attaquer le président de la République, contrairement à beaucoup, hors du gouvernement et dans le gouvernement parfois, y compris celles et ceux qui appellent à la loyauté. Vous savez, beaucoup des gens qu'on a vu appeler à la loyauté sont d'anciens ministres qui viennent se battre contre leur président, d'anciens premiers ministres, tout ça n'a aucun sens, et je crois que nos concitoyens le voient bien ...

DP : Mais ça ne vous a pas freiné ?

EM : ... À titre personnel, j'ai été pendant deux ans, le président de la République le rappelait, le conseiller de François Hollande. De cette période, je n'ai jamais fait de commentaires et je n'en ferai pas, parce que c'est là aussi ma déontologie.

DP : Mais vous êtes associé à son bilan en revanche...

EM : Je vais vous dire quelle est ma vision des choses et de la grammaire à la fois politique et civique : j'ai conseillé François Hollande pendant deux ans. J'en suis fier : j'ai servi mon pays ce faisant. Mais lorsqu'on est conseiller, on prodigue des bons conseils, sans doute parfois des mauvais, on est parfois suivi, d'autres fois non. Il y a une chose : c'est qu'on n'a pas la responsabilité politique des décisions qui sont prises. J'ai pendant deux ans été ministre. Je n'ai jamais considéré que celles et ceux qui me conseillaient étaient responsables des mauvaises décisions que je prenais, et j'en prends toute la charge. J'ai ensuite quitté l'Élysée en juillet 2014, par une décision personnelle. Je l'ai quitté non pas pour être nommé dans un grand groupe, non pas pour avoir une nomination politique. Non mais je le dis c'est important parce que toutes celles et ceux qui nous donnent des leçons ces jours-ci, ont tous et toutes quitté leurs fonctions pour aller trouver quelque chose d'autre, pour être nommé ici ou là, pour avoir bien souvent des prébendes. Ça n'est pas le choix que j'ai fait. J'ai été rappelé par le président de la République à la fin du mois d'août 2014. Ça n'était pas une demande de ma part, je n'ai pas construit une carrière politique pour à ce moment-là devenir ministre de l'économie, c'est un honneur qui m'a été fait de servir mon pays. Je l'ai relevé avec la cohérence de mes idées et l'engagement qui a été le mien. Et je l'ai souvent dit : quand on est choisi ministre, nommé ministre par un président de la République, dans une démocratie moderne, la nôtre, on ne l'est pas par copinage, on ne l'est pas pour servir un homme, on l'est pour servir son pays. Du premier jour, j'ai défendu mes idées, ce en quoi je croyais, et pendant un an, j'ai pu servir avec conviction, honneur et sous l'autorité du président et du premier ministre.

DP : Et puis il y a eu les différences d'appréciation

EM : Nous avons eu ensuite des différences : je les ai exprimées. Vous ne pouvez pas m'enlever cela ! Je suis resté cohérent et libre étant ministre. J'ai exprimé mes désaccords, j'ai marqué mes volontés, j'ai ensuite lancé ce mouvement politique de refondation. A ce moment-là, que n'entendais-je ? Les mêmes qui me disaient il faut de la cohérence, il ne peut pas rester dans le gouvernement. Et j'ai entendu le président de la République, le 14 juillet dernier, qui a dit, en effet, qu'il fallait un choix de cohérence ...

DP : Et vous avez pris vos responsabilités ...

EM : Je l'ai fait et je vais jusqu'au bout, mais je le fais pour quoi ? Parce que je crois dans mon pays, parce que comme responsable politique, j'en ai vu à la fois les blocages mais la force. Il y a une énergie dans le peuple français et cette énergie nous n'avons pas le droit de ne pas la révéler à elle-même.

DP : Il y a une question encore sur votre candidature, Emmanuel Macron, parce que l'autre aspect de votre dissidence, c'est que la gauche social-démocrate, pour le dire brièvement, va partir éparpillée à la présidentielle et que c'est presque à coup sûr l'assurance d'être battue pour cette gauche. Ça ne vous inquiète pas ?

EM : Écoutez, comme vous, je vois les sondages aujourd'hui. Aucun candidat de la gauche de gouvernement, ou qu'elle ne soit pas de gouvernement, n'est en situation d'accéder au second tour, donc qu'on ne vienne pas nous raconter d'histoires. La candidature qui est la mienne n'est pas une candidature socialiste. Ça n'est pas une candidature qui a vocation à rentrer dans la primaire, qui est la primaire du parti socialiste.

DP : Pourquoi pas, puisque la gauche est votre parti?

EM : Parce que je ne suis pas moi-même membre du parti socialiste. J'ai dans mes soutiens, et je m'en honore, des membres du parti socialiste, comme j'ai des membres de l'UDI, du Modem, des Verts, des Républicains et surtout beaucoup de Françaises et Français qui ne se reconnaissent plus dans la vie des partis. Mais je ne vais pas aller dans une primaire dont je ne partage pas aujourd'hui ni le fonctionnement ni l'esprit. La démarche qui est la mienne depuis le 6 avril dernier, c'est une démarche de rassemblement. Je veux rassembler les Français. Moi je ne parle pas à la gauche, je ne parle pas à la droite, je parle aux Français. C'est cela qui m'intéresse, parce que les défis de notre pays aujourd'hui, quels sont-ils? C'est le défi de la mondialisation et de la recomposition européenne, c'est celui de la sécurité dans un monde justement en proie justement au risque terroriste alors que nous sommes un état de droit, c'est le défi de la transformation productive alors qu'il y a la transformation numérique et environnementale, c'est le défi des inégalités qui vient aujourd'hui fracasser notre société. Sur tous ces sujets qui font les défis de notre société de demain, pardon de vous le dire, que ce soit le parti socialiste, que ce soient les Républicains, ils ne partagent plus la même vision des choses. Ca n'est même plus une question de propositions. C'est une question de vision, de plan stratégique.

DP : Votre vision, Emmanuel Macron, c'est de dire "on meurt sous les statuts, on meurt de trop d'Etat, il faut donner plus de liberté, plus d'émancipation." Mais est-ce que ce n'est pas un discours qui convient bien aux forts mais beaucoup moins aux faibles?

EM : Si vous m'avez écouté ce matin, vous aurez entendu ce que j'ai dit. J'ai dit très clairement que je suis pour libérer l'énergie de celles et ceux qui peuvent, qui ont envie, qui sont en situation de travailler, d'innover, d'entreprendre, parce que oui, pour cette France, il y a aujourd'hui...

DP : La mondialisation est une opportunité...

EM : La mondialisation est une formidable opportunité. Nous sommes un pays fort qui doit recréer des richesses. Je vais vous dire: si on ne recrée pas des richesses, on ne peut pas distribuer. Et donc tous ceux qui vous promettent un modèle social très protecteur sans créer de richesses et sans produire en France vous trompent. Et donc il faut libérer l'énergie de cette France et protéger les plus faibles. Mais les protéger vraiment, de deux façons : d'abord avec un Etat qui apporte ces nouvelles sécurités. Ces nouvelles sécurités ne doivent plus dépendre des statuts, elles ne doivent plus dépendre des corporatismes, elles ne doivent pas varier selon le secteur d'activité auquel vous appartenez ou le statut qui est le vôtre. Quelle est notre protection aujourd'hui à l'égard d'un agriculteur qui est à la retraite et qui touche la retraite du MSA, bien souvent extrêmement faible, par rapport à celle d'un Français qui a fait sa carrière dans un grand groupe avec un contrat à durée indéterminée ou de celui qui en tant qu'indépendant, qu'il soit artisan, commerçant, ou en effet aujourd'hui chauffeur ou employé dans des emplois...

DP : C'est cela que vous voulez changer?

EM : C'est une profonde injustice, c'est une profonde injustice ! Donc pour répondre à ce défi, nous devons simplifier notre système de protection. Nous devons avoir une protection beaucoup plus universelle, beaucoup plus transparente, c'est à dire la même pour tous, avec des droits individualisés. Et oui lorsqu'on a la carrière qui est par exemple la vôtre,

David Pujadas, on ne peut pas avoir les mêmes droits à la retraite que celle d'une femme ou d'un homme qui travaille chez Arc International où j'ai eu l'honneur de me rendre à plusieurs reprises, une entreprise où les conditions de travail sont très difficiles. Ca n'a plus aucun sens de se battre pour un âge légal qui soit le même pour vous et pour l'ouvrier d'Arc. Ca n'a pas de sens. Donc on voit bien qu'il fait là aussi recréer beaucoup plus d'intelligence et en même temps des vraies sécurités, des vraies protections individuelles, adaptées à notre époque.

DP : Et ce sera le sens du programme que vous développerez.

EM : Ce sera le sens de ce projet. D'un mot, parce que quand on parle de sécurité des plus faibles, pour moi la première des sécurités, c'est l'école et ce sera l'un de mes combats : la jeunesse, l'école. Parce que aujourd'hui notre école, elle laisse un jeune sur cinq, à la fin de l'école primaire, sans savoir lire, écrire ou compter. Et donc ne vous méprenez pas : les vraies protections commencent là. Parce qu'un enfant qui ne sait pas lire, écrire ou compter, c'est un enfant qui sera progressivement perdu par le système scolaire, qui sera perdu dans la vie active, et ça, c'est aussi un combat. Et donc vous l'avez compris, je ne tolérerai aucun blocage, je n'accepterai aucune des contraintes du système qui veut tout étouffer. Parce que je crois qu'il y a dans notre peuple une énergie, une volonté de faire et une espérance - non pas pour la guetter dans une lucarne - pour la faire ensemble.

DP : Merci Emmanuel Macron.

Suivez Emmanuel Macron

